



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CORSE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R20-2019-120

PUBLIÉ LE 17 OCTOBRE 2019

# Sommaire

## **Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt**

R20-2019-10-10-014 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL CASEVECCHIE (2 pages)	Page 4
R20-2019-10-10-015 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL I PITRICCI (2 pages)	Page 7
R20-2019-10-10-016 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL SUERONE (3 pages)	Page 10
R20-2019-10-10-017 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL TAORIA (2 pages)	Page 14
R20-2019-10-10-010 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame Christina SANTONI (2 pages)	Page 17
R20-2019-10-10-011 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame Jeanine DZIAMSKI (2 pages)	Page 20
R20-2019-10-10-022 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame VALERY Denia Maria (5 pages)	Page 23
R20-2019-10-10-009 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur André ANGELETTI (2 pages)	Page 29
R20-2019-10-10-013 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur CASANOVA Cédric (2 pages)	Page 32
R20-2019-10-10-012 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur Marc BEAUMONT (3 pages)	Page 35
R20-2019-10-10-020 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur MARCHETTI Jean Baptiste (8 pages)	Page 39
R20-2019-10-10-021 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur RUTALI Alexis (3 pages)	Page 48
R20-2019-10-10-018 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée au GAEC A VERDIOLA (7 pages)	Page 52
R20-2019-10-10-019 - AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée au GAEC MORTA MAJO (2 pages)	Page 60

## **Direction Territoriale de la protection Judiciaire de la Jeunesse de Corse**

R20-2019-10-14-001 - DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE CORSE - "arrêté portant tarification 2019 de l'établissement "foyer éducatif FALEP" à compter du 1er septembre 2019 (2 pages)	Page 63
---	---------

## **SGAMI SUD**

R20-2019-10-15-007 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 66
R20-2019-10-15-008 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 68
R20-2019-10-15-009 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 70

R20-2019-10-15-010 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 72
R20-2019-10-15-011 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 74
R20-2019-10-15-012 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 76
R20-2019-10-15-013 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 78
R20-2019-10-15-014 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019 (1 page)	Page 80
R20-2019-10-15-004 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE PN 2019 (1 page)	Page 82
R20-2019-10-15-005 - ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE PN 2019 (1 page)	Page 84

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-014

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
l'EARL CASEVECCHIE

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL CASEVECCHIE*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL CASEVECCHIE.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 21 juin 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par l'EARL CASEVECCHIE domiciliée sur la commune d'Aleria concernant la création d'une exploitation viticole en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 06 ha 00 a 00 ca situés sur la commune d'Aleria ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : absence d'associé-exploitant (L.331-2-3°-b du code rural et de la pêche maritime) ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'EARL CASEVECCHIE demeurant à Aleria est autorisée à exploiter 06 ha 00 a 00 ca situés sur la commune d'Aleria dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
ALERIA	E	526	4,4158	4,4158	GIULY Ange Etienne
ALERIA	E	1468	0,1663	0,4063	GIULY Vanessa
ALERIA	E	1470	0,1500		
ALERIA	E	1471	0,0260		
ALERIA	E	1473	0,0370		
ALERIA	E	1490	0,0270		
ALERIA	E	1469	0,1500	1,0879	GIULY Ange Etienne / GIULY Martine
ALERIA	E	1472	0,0440		
ALERIA	E	1485	0,5239		
ALERIA	E	1486	0,3700		
ALERIA	E	1487	0,0900	0,0900	GIULY Ange Etienne / GIULY Martine / GIULY Vanessa
		<b>TOTAL :</b>	<b>6,0000</b>	<b>6,0000</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,  
Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:41:02  
+02'00'



*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérécurse citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-015

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
l'EARL I PITRICCI

*portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL I PITRICCI*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL I PITRICCI.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 16 juillet 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par l'EARL I PITRICCI domiciliée sur la commune de Serra di Fiumorbo concernant la création d'une exploitation agrumicole en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 39 ha 44 a 93 ca situés sur la commune de Serra di Fiumorbo ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : absence d'associé-exploitant (L.331-2-3°-b du code rural et de la pêche maritime) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;



## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : l'EARL I PITRICCI demeurant à Serra di Fiumorbo est autorisée à exploiter 39 ha 44 a 93 ca situés sur la commune de Serra di Fiumorbo dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
SERRA DI FIUMORBO	E	142 LOT A3	1,8880	13,4539	CALENDINI Patrick
SERRA DI FIUMORBO	E	691	1,4052		
SERRA DI FIUMORBO	E	696	10,1607		
SERRA DI FIUMORBO	E	142 LOT A1	0,9440	25,9954	GIUDICELLI Bernard
SERRA DI FIUMORBO	E	694	0,0540		
SERRA DI FIUMORBO	E	697	2,2520		
SERRA DI FIUMORBO	E	710	5,6600		
SERRA DI FIUMORBO	E	1011	17,0854		
		<b>TOTAL :</b>	<b>39,4493</b>		

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,

Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:39:16  
+02'00'



*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-016

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
l'EARL SUERONE

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL SUERONE*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL SUERONE**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 21 juin 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par l'EARL SUERONE domiciliée sur la commune d'Aleria concernant la création d'une exploitation viticole en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 06 ha 00 a 00 ca situés sur la commune d'Aleria ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : absence d'associé-exploitant (L.331-2-3°-b du code rural et de la pêche maritime) ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'EARL SUERONE demeurant à Aleria est autorisée à exploiter 06 ha 00 a 00 ca situés sur la commune d'Aleria dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
ALERIA	E	1471	0,1240	0,5095	GIULY Vanessa
ALERIA	E	1473	0,0618		
ALERIA	E	1475	0,1500		
ALERIA	E	1477	0,0405		
ALERIA	E	1490	0,0243		
ALERIA	E	1492	0,1089		
ALERIA	E	523	0,7970	4,3580	GIULY Ange Etienne
ALERIA	E	524	0,1738		
ALERIA	E	1347	0,0790		
ALERIA	E	1349	3,3082		
ALERIA	E	1472	0,1060	1,0725	GIULY Ange Etienne / GIULY Martine
ALERIA	E	1474	0,1525		
ALERIA	E	1476	0,0382		
ALERIA	E	1486	0,6640		
ALERIA	E	1491	0,1118		
ALERIA	E	1487	0,0600		GIULY Ange Etienne / GIULY Martine / GIULY Vanessa
		<b>TOTAL :</b>	<b>6,0000</b>	<b>6,0000</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:38:07  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-017

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
l'EARL TAORIA

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL TAORIA*

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à l'EARL TAORIA.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 30 juillet 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par l'EARL TAORIA domiciliée sur la commune de Prunelli di Fiumorbo concernant la création d'une exploitation céréalière en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 73 ha 33 a 68 ca situés sur les communes de Ghisonaccia et Prunelli di Fiumorbo ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'EARL TAORIA demeurant à Prunelli di Fiumorbo est autorisée à exploiter 73 ha 33 a 68 ca situés sur les communes de Ghisonaccia et Prunelli di Fiumorbo dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
PRUNELLI DI FIUMORBO	D	524	1,1770	1,1770	MANFREDI Marie Rose
GHISONACCIA	C	246	2,0170	18,5390	SCP Vignale
GHISONACCIA	C	247	6,3940		
GHISONACCIA	C	536	2,0170		
GHISONACCIA	C	537	2,0170		
GHISONACCIA	C	2182	6,0940		
GHISONACCIA	C	319	4,3400	53,6208	CHIODI Bruno
GHISONACCIA	C	320	9,2270		
GHISONACCIA	C	321	19,8620		
GHISONACCIA	C	324	7,2650		
GHISONACCIA	C	325	11,4360		
GHISONACCIA	C	1146	0,7885		
GHISONACCIA	C	3164	0,7023		
		<b>TOTAL :</b>	<b>73,3368</b>		

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,  
Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:40:33  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*



Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-010

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Madame Christina SANTONI

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame Christina SANTONI*



**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: Madame Christina SANTONI demeurant à Olivese est autorisée à exploiter 16,36 ha situés sur la commune d'Olivese dont le détail figure ci-dessous.

Commune	Section	Numéro Parcelle	Total Surfaces En ha	Propriétaire
Olivese	0A	0112	12,47	Mme Julia PERALDI ép. AMBLARD
	0C	0250	0,78	M. Daniel AMBLARD
		0251	0,60	
		0394	0,29	
		0252	1,39	
		0254	0,06	
		0255	0,18	
		0256	0,59	
<b>Total surfaces</b>			<b>16,36</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fonds concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:33:55 +02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE, 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-011

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Madame Jeanine DZIAMSKI

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame Jeanine DZIAMSKI*

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE CORSE

**Arrêté n°** **du**  
**portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame Jeanine DZIAMSKI**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du mérite Agricole  
Chevalier des Palmes Académiques*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par Madame Jeanine DZIAMSKI domiciliée sur la commune d'Olmeto concernant la création d'une exploitation agricole (culture de plantes aromatiques et médicinales) en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 0 ha 04 situés sur la commune d'Olmeto ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : capacité ou expérience (L331-2-I-3°-a du code rural et de la pêche maritime) ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: Madame DZIAMSKI Jeanine demeurant à Olmeto est autorisée à exploiter 0 ha 04 situés sur la commune d'Olméto dont le détail figure ci-dessous :

Commune	Section	Numéro Parcelle	Surface En ha	Total Surfaces en ha	Propriétaire
Olmeto	AB	280	0,04	0,04	M Jean-Paul LEANDRI
<b>SURFACE TOTALE</b>				<b>0,04</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fonds concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:36:05  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE, 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-022

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Madame VALERY Denia Maria

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame VALERY Denia Maria*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Madame VALERY Denia Maria.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 12 août 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par Madame VALERY Denia Maria domiciliée sur la commune de Pietra di Verde concernant la création d'une exploitation d'élevage caprin en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 62 ha 44 a 08 ca situés sur la commune de Pietra di Verde ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;



## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Madame VALERY Denia Maria demeurant à Pietra di Verde est autorisée à exploiter 62 ha 44 a 08 ca situés sur la commune de Pietra di Verde dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
PIETRA DI VERDE	C	106	0,0638	4,2389	BOBINEAU Christiane Fernande
PIETRA DI VERDE	C	108	0,0090		
PIETRA DI VERDE	D	134	0,6970		
PIETRA DI VERDE	D	195	1,4340		
PIETRA DI VERDE	D	228	0,3840		
PIETRA DI VERDE	E	245	0,3790		
PIETRA DI VERDE	E	246	0,0643		
PIETRA DI VERDE	E	285	0,1735		
PIETRA DI VERDE	E	292	0,1000		
PIETRA DI VERDE	E	293	0,2645		
PIETRA DI VERDE	E	467	0,1543		
PIETRA DI VERDE	E	483	0,0940		
PIETRA DI VERDE	E	485 LOT A2	0,1275		
PIETRA DI VERDE	E	488 LOT A1	0,2940		
PIETRA DI VERDE	E	537	11,2730		
PIETRA DI VERDE	E	551	2,9249		
PIETRA DI VERDE	E	552	0,0619		
PIETRA DI VERDE	E	553	0,3156		
PIETRA DI VERDE	E	554	2,2616		
PIETRA DI VERDE	E	558	4,5090		
PIETRA DI VERDE	A	358	0,1250	2,6219	MAZZETTI Ange
PIETRA DI VERDE	A	442	0,0092		
PIETRA DI VERDE	B	97	0,0095		
PIETRA DI VERDE	B	126 LOT A4	0,3263		
PIETRA DI VERDE	B	135	0,3290		
PIETRA DI VERDE	B	154	0,6975		
PIETRA DI VERDE	B	382	0,2789		
PIETRA DI VERDE	B	383	0,3334		
PIETRA DI VERDE	D	308	0,3760		
PIETRA DI VERDE	E	370	0,0831		
PIETRA DI VERDE	E	371	0,0540		
PIETRA DI VERDE	E	238	0,1100		
PIETRA DI VERDE	E	239	0,6750		
PIETRA DI VERDE	E	486	1,2180		
PIETRA DI VERDE	E	488 LOT A3	0,2940		

PIETRA DI VERDE	E	489	0,2090		
PIETRA DI VERDE	E	598	0,5165		
PIETRA DI VERDE	B	75	0,2190		
PIETRA DI VERDE	B	159	0,3140		
PIETRA DI VERDE	B	160	0,2482		
PIETRA DI VERDE	B	161	0,0724		
PIETRA DI VERDE	B	221	0,0630		
PIETRA DI VERDE	B	223	0,0962		
PIETRA DI VERDE	B	224	0,0320		
PIETRA DI VERDE	B	257	0,0392		
PIETRA DI VERDE	B	259	0,0759		
PIETRA DI VERDE	B	260	0,0890		
PIETRA DI VERDE	D	93	0,4320		
PIETRA DI VERDE	D	192	0,7100		
PIETRA DI VERDE	D	196	0,4230		
PIETRA DI VERDE	D	263	0,2300		
PIETRA DI VERDE	D	378	0,1200		
PIETRA DI VERDE	E	17	0,0748		
PIETRA DI VERDE	E	150	0,2665		
PIETRA DI VERDE	E	243	0,7923		
PIETRA DI VERDE	E	265	0,1230		
PIETRA DI VERDE	E	383	0,1650		
PIETRA DI VERDE	E	384	0,1530		
PIETRA DI VERDE	E	387	0,0520		
PIETRA DI VERDE	E	427	0,0939		
PIETRA DI VERDE	E	428	0,1257		
PIETRA DI VERDE	E	429	0,1217		
PIETRA DI VERDE	E	498	1,8890		
PIETRA DI VERDE	E	499	0,1655		
PIETRA DI VERDE	E	502	1,0745		
PIETRA DI VERDE	B	431	0,2745	8,2608	TORACCA Marie Jeanne
PIETRA DI VERDE	B	433	0,3564		
PIETRA DI VERDE	B	439	0,0330		
PIETRA DI VERDE	D	360	0,8140		
PIETRA DI VERDE	E	21	0,1689		
PIETRA DI VERDE	E	23	0,0143		
PIETRA DI VERDE	E	57	0,0929		
PIETRA DI VERDE	E	60	0,1255		
PIETRA DI VERDE	E	201	3,0410		
PIETRA DI VERDE	E	203	0,2780		
PIETRA DI VERDE	E	248	0,2375		
PIETRA DI VERDE	E	249	0,2230		
PIETRA DI VERDE	E	276	0,1637	13,1178	NICOLAI Denise Josette Jeannine / NICOLAI Marie Leria

PIETRA DI VERDE	E	277	0,1347		
PIETRA DI VERDE	E	278	0,4155		
PIETRA DI VERDE	E	280	0,2154		
PIETRA DI VERDE	E	281	0,2309		
PIETRA DI VERDE	E	294	1,7490		
PIETRA DI VERDE	E	415	0,0963		
PIETRA DI VERDE	E	416	0,0920		
PIETRA DI VERDE	E	431	0,1539		
PIETRA DI VERDE	E	432	0,0520		
PIETRA DI VERDE	E	490	3,0430		
PIETRA DI VERDE	E	539	0,4291		
PIETRA DI VERDE	E	542	0,1053		
PIETRA DI VERDE	E	563	0,1790		
PIETRA DI VERDE	E	564	0,3990		
PIETRA DI VERDE	D	39	0,5600		
PIETRA DI VERDE	D	99	1,6770		
PIETRA DI VERDE	D	147	0,1483		
PIETRA DI VERDE	D	148	0,3737		
PIETRA DI VERDE	D	155	0,3255		
PIETRA DI VERDE	D	158	0,9300		
PIETRA DI VERDE	D	321	0,0325		
PIETRA DI VERDE	D	322	0,1538		
PIETRA DI VERDE	D	365	0,1840		
PIETRA DI VERDE	A	270	0,0110	4,3848	VINCIGUERRA Colomba / VINCIGUERRA TAVERA Marie Paule
PIETRA DI VERDE	B	7	0,7023		
PIETRA DI VERDE	B	9	0,0270		
PIETRA DI VERDE	B	10	0,0470		
PIETRA DI VERDE	B	11	0,0154		
PIETRA DI VERDE	C	107	0,0100	4,9080	VALERY Auguste / VALERY Paul
PIETRA DI VERDE	C	110	0,0100		
PIETRA DI VERDE	D	62	0,3460		
PIETRA DI VERDE	D	68	0,4800		
PIETRA DI VERDE	D	74	0,0200		
PIETRA DI VERDE	D	75	0,3619		
PIETRA DI VERDE	D	203	0,6700		
PIETRA DI VERDE	D	304	0,5237		
PIETRA DI VERDE	D	305	0,1410		
PIETRA DI VERDE	D	323	0,0058		
PIETRA DI VERDE	D	335	0,0150		
PIETRA DI VERDE	D	367	0,0896		
PIETRA DI VERDE	D	372	0,2155		
PIETRA DI VERDE	D	376	0,7069		
PIETRA DI VERDE	D	377	0,0555		

PIETRA DI VERDE	E	2	0,1005		
PIETRA DI VERDE	E	3	0,0075		
PIETRA DI VERDE	E	6	0,0082		
PIETRA DI VERDE	E	163	0,0025		
PIETRA DI VERDE	E	530	0,3357		
PIETRA DI VERDE	E	159	0,2085	0,5401	VALERY Auguste André
PIETRA DI VERDE	E	165	0,3316		
		<b>TOTAL :</b>	<b>62,4408</b>	<b>62,4408</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:42:11  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-009

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Monsieur André ANGELETTI

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur André ANGELETTI*



**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: Monsieur André ANGELETTI demeurant à CARGESE est autorisé à exploiter 70,94 ha situés sur les communes de Cargèse et Marignana dont le détail figure ci-dessous.

Commune	Section	Numéro Parcelle	Surface En ha	Total Surfaces en ha	Propriétaire
MARIGNANA	E	375	0,39	2,475	Toussaint ANGELETTI
		367	0,425		
		368	0,16		
		369	0,47		
		370	0		
		373	1,03		
	E	366	3,38	7,39	Charles ANGELETTI Toussaint ANGELETTI
		371	2,15		
		309	1,07		
		311	0,79		
		372	4,46		
		364	0,08		
		365	3,30		
		306	3,03		
		307	3,35		
D	232	46,85	46,85	Charles ANGELETTI Toussaint ANGELETTI Charles ANGELETTI	
	233	0,00			
CARGESE	G	287	0,2	2,29	Charles ANGELETTI Toussaint ANGELETTI
		486	0,66		
		862	1,43		
<b>TOTAL</b>				<b>73,23</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.


**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fonds concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour La préfète,

Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:35:13  
+02'00'



*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE, 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-013

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Monsieur CASANOVA Cédric

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur CASANOVA Cédric*





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur CASANOVA Cédric.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 02 août 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par Monsieur CASANOVA Cédric domicilié sur la commune de Pietralba concernant la création d'une exploitation oléicole en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 00 ha 76 a 40 ca situés sur la commune de Lama ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : capacité ou expérience (L331-2-3°-a du code rural et de la pêche maritime) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur CASANOVA Cédric demeurant à Pietralba est autorisé à exploiter 00 ha 76 a 40 ca situés sur la commune de Lama dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
LAMA	D	123	0,0075	0,7640	GARSI Christian
LAMA	D	259	0,0941		
LAMA	D	262	0,0584		
LAMA	D	266	0,6040		
		<b>TOTAL :</b>	<b>0,7640</b>	<b>0,7640</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:41:36 +02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-012

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Monsieur Marc BEAUMONT

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur Marc BEAUMONT*

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE CORSE

**Arrêté n°** **du**  
**portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur Marc BEAUMONT**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du mérite Agricole  
Chevalier des Palmes Académiques*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par Monsieur Marc BEAUMONT domicilié sur la commune de BASTELICA concernant la création d'une exploitation agricole (élevage caprin) en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 236 ha 29 situés sur les communes de BASTELICA, BASTELICACCIA et TOLLA ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface totale dépassant le seuil fixé par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (L331-2-I-1° du code rural et de la pêche maritime) ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Marc BEAUMONT demeurant à Bastelica est autorisé à exploiter 236 ha 29 situés sur les communes de Bastelica, Bastelicaccia et Tolla dont le détail figure en annexe.

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fonds concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour La préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10 19:33:14  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE, 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia.*

**ANNEXE Monsieur Marc BEAUMONT**

Commune	Section	Numéro Parcelle	Surface En ha	Total En ha	Propriétaire
Bastelica	B	275	100,00	100,00	Commune de Bastelica
	H	894	0,34	0,34	M et Mme BEAUMONT
	AB	137	0,28	0,56	M ROSSI Antoine
		138	0,28		
	J	129	0,44	3,66	M BEAUMONT Marc
		130	1,11		
		131	0,08		
132		2,03			
Bastelicaccia	D	1199	9,14	9,14	Mme François DI PACE
Tolla	D	37	2,38	27,95	M BEAUMONT Marc
		38	0,23		
		42	0,41		
		43	2,65		
		44	0,30		
		45	2,69		
		50	0,34		
		51	7,25		
		232	1,35		
		235	0,36		
		236	1,20		
		474	0,09		
		475	3,18		
		476	0,00		
		477	4,59		
		527	0,93		
		21	0,61	41,84	Association Foncière Pastorale de Tolla
		24	2,51		
		27	0,57		
		32	3,75		
		33	0,80		
		34	0,39		
		47	0,60		
		48	2,01		
		49	0,26		
		51	7,25		
		216	1,72		
		227	2,87		
		228	4,02		
		229	3,73		
		230	0,27		
		232	2,69		
		234	0,53		
	237	0,13			
	238	2,44			
	239	1,03			
	240	1,81			
	241	0,05			
	242	0,14			
	243	0,19			
	244	0,03			
	245	0,06			
	246	0,03			
	248	0,24			
	249	0,05			
	250	0,35			
	251	0,63			
	252	0,05			
	253	0,05			
	254	0,45			
	255	0,30			
	256	3,07			
	257	0,80			
	258	0,26			
	259	0,31			
	260	0,99			
	261	2,72			
	272	0,44			
	273	0,26			
	455	0,10			
	459	1,19			
	460	0,67			
	461	0,04			
	463	16,87			
	467	16,26			
	469	3,03			
	471	1,43			
473	1,96				
J	129	0,44	52,80	Association Foncière Pastorale de Tolla	
	130	1,11			
	131	0,08			
	132	2,03			
<b>Total Surfaces en ha</b>				<b>236,29</b>	

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-020

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Monsieur MARCHETTI Jean Baptiste

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur MARCHETTI Jean Baptiste*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur MARCHETTI Jean Baptiste.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 16 juillet 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par Monsieur MARCHETTI Jean Baptiste domicilié sur la commune d'Occhiatana concernant la création d'une exploitation d'élevage bovin et ovin en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 60 ha 02 a 44 ca situés sur les communes de Bisinchi, Costa, Occhiatana, Olmi Capella ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : capacité ou expérience (L331-2-3°-a du code rural et de la pêche maritime) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;



## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur MARCHETTI Jean Baptiste demeurant à Occhiatana est autorisé à exploiter 60 ha 02 a 44 ca situés sur les communes de Bisinchi, Costa, Occhiatana, Olmi Capella dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
OLMI CAPELLA	A	184	0,8120	22,2188	GIUDICELLI Marie Madeleine
OLMI CAPELLA	A	188	2,6220		
OLMI CAPELLA	A	190	0,1632		
OLMI CAPELLA	A	201	0,5765		
OLMI CAPELLA	A	202	8,9355		
OLMI CAPELLA	A	204	0,1040		
OLMI CAPELLA	A	205	1,2820		
OLMI CAPELLA	A	211	1,2128		
OLMI CAPELLA	A	212	5,0588		
OLMI CAPELLA	A	213	1,4520		
OCCHIATANA	A	262	0,3822	4,2949	MARCHETTI Jean Baptiste
OCCHIATANA	B	44	2,0428		
OCCHIATANA	B	68	0,4618		
OCCHIATANA	B	72	0,6116		
OCCHIATANA	B	200	0,7965		
COSTA	A	18	0,3107	0,3107	MARCHETTI Jean Baptiste
BISINCHI	G	596	0,0256	1,3443	MARCHETTI Jean Baptiste
BISINCHI	G	597	0,0251		
BISINCHI	G	598	0,0261		
BISINCHI	G	600	0,0459		
BISINCHI	G	602	0,0216		
BISINCHI	G	637	0,0399		
BISINCHI	G	638	0,0264		
BISINCHI	G	639	0,0236		
BISINCHI	G	640	0,0973		
BISINCHI	G	641	0,0288		
BISINCHI	G	642	0,0231		
BISINCHI	G	643	0,0672		
BISINCHI	G	645	0,0316		
BISINCHI	G	646	0,0341		
BISINCHI	G	647	0,0256		
BISINCHI	G	863	0,1455		
BISINCHI	G	1161	0,1597		
BISINCHI	G	1163	0,0692		

BISINCHI	G	1164	0,2920		
BISINCHI	G	1231	0,0800		
BISINCHI	G	1232	0,0150		
BISINCHI	G	1233	0,0410		
BISINCHI	A	188	0,3243	31,8557	MARCHETTI Jean Baptiste
BISINCHI	A	189	0,2256		
BISINCHI	A	190	0,0604		
BISINCHI	A	191	0,1440		
BISINCHI	A	192	1,6515		
BISINCHI	A	194	0,2115		
BISINCHI	A	237	0,1396		
BISINCHI	A	238	0,0820		
BISINCHI	A	239	0,0562		
BISINCHI	A	240	0,1505		
BISINCHI	A	241	0,4498		
BISINCHI	A	242	1,3750		
BISINCHI	A	314	0,2825		
BISINCHI	A	315	0,3769		
BISINCHI	A	326	0,1732		
BISINCHI	A	327	0,2588		
BISINCHI	A	328	0,1279		
BISINCHI	A	329	1,2330		
BISINCHI	A	414	0,1032		
BISINCHI	A	425	0,1903		
BISINCHI	A	466	0,1299		
BISINCHI	A	467	0,1984		
BISINCHI	A	468	0,7703		
BISINCHI	A	469	0,1047		
BISINCHI	A	470	0,1908		
BISINCHI	A	484	0,3937		
BISINCHI	A	485	0,4567		
BISINCHI	B	307	0,0236		
BISINCHI	B	308	0,0266		
BISINCHI	B	309	0,0289		
BISINCHI	B	310	0,0299		
BISINCHI	B	311	0,2206		
BISINCHI	B	312	0,0324		
BISINCHI	B	313	0,0277		
BISINCHI	B	314	0,4407		
BISINCHI	B	338	0,5032		
BISINCHI	B	364	0,0278		
BISINCHI	B	365	0,0365		
BISINCHI	B	366	0,0224		

BISINCHI	B	367	0,0289
BISINCHI	B	380	0,0703
BISINCHI	B	381	0,0877
BISINCHI	B	382	0,1109
BISINCHI	B	383	0,0306
BISINCHI	B	384	0,0444
BISINCHI	B	385	0,0542
BISINCHI	B	386	0,0796
BISINCHI	B	387	0,5140
BISINCHI	B	388	0,0337
BISINCHI	B	389	0,0463
BISINCHI	B	390	0,0285
BISINCHI	B	391	0,0437
BISINCHI	B	392	0,0319
BISINCHI	B	393	0,0278
BISINCHI	B	394	0,0261
BISINCHI	B	395	0,5967
BISINCHI	B	574	0,0678
BISINCHI	B	575	0,5740
BISINCHI	B	1099	0,0407
BISINCHI	B	1100	0,1509
BISINCHI	B	1101	0,0475
BISINCHI	B	1168	0,1473
BISINCHI	B	1185	0,0110
BISINCHI	B	1186	0,0024
BISINCHI	E	792	0,0297
BISINCHI	E	793	0,1615
BISINCHI	E	794	0,1139
BISINCHI	E	823	0,0222
BISINCHI	E	824	0,0256
BISINCHI	E	825	0,0215
BISINCHI	E	826	0,0252
BISINCHI	E	827	0,0212
BISINCHI	E	828	0,0207
BISINCHI	E	829	0,0239
BISINCHI	E	830	0,2583
BISINCHI	E	836	0,0244
BISINCHI	E	837	0,0358
BISINCHI	E	838	0,0279
BISINCHI	E	840	0,0247
BISINCHI	E	841	0,0351
BISINCHI	E	926	0,0252
BISINCHI	E	927	0,0438

BISINCHI	E	929	0,0232
BISINCHI	E	930	0,1416
BISINCHI	E	931	0,0258
BISINCHI	F	840	0,0566
BISINCHI	F	841	0,9080
BISINCHI	F	842	0,7317
BISINCHI	F	843	1,5857
BISINCHI	F	844	0,1939
BISINCHI	F	860	0,2283
BISINCHI	F	861	0,6828
BISINCHI	F	863	1,3111
BISINCHI	F	903	0,7154
BISINCHI	F	907	0,0280
BISINCHI	F	908	0,0272
BISINCHI	F	909	0,1480
BISINCHI	F	1060	0,0757
BISINCHI	F	1061	0,6242
BISINCHI	F	1062	0,0030
BISINCHI	F	1063	0,1147
BISINCHI	F	1064	0,0454
BISINCHI	F	1065	0,0515
BISINCHI	F	1066	0,1071
BISINCHI	F	1067	0,6282
BISINCHI	F	1068	0,0364
BISINCHI	F	1069	0,0606
BISINCHI	F	1070	0,0343
BISINCHI	F	1096	0,0485
BISINCHI	F	1097	0,1934
BISINCHI	F	1098	0,0101
BISINCHI	F	1102	0,0606
BISINCHI	F	1103	0,0283
BISINCHI	F	1131	0,0288
BISINCHI	F	1132	0,0222
BISINCHI	F	1133	0,0571
BISINCHI	F	1134	0,1980
BISINCHI	F	1135	0,1313
BISINCHI	F	1136	0,3070
BISINCHI	F	1137	0,2464
BISINCHI	G	46	0,0444
BISINCHI	G	47	0,3571
BISINCHI	G	48	0,0469
BISINCHI	G	54	0,0433
BISINCHI	G	55	0,0398

BISINCHI	G	56	0,0425
BISINCHI	G	58	0,0680
BISINCHI	G	59	0,1986
BISINCHI	G	60	0,0428
BISINCHI	G	61	0,0537
BISINCHI	G	62	0,2240
BISINCHI	G	327	0,0457
BISINCHI	G	328	0,1537
BISINCHI	G	329	0,0391
BISINCHI	G	344	0,0469
BISINCHI	G	345	0,0605
BISINCHI	G	346	0,0403
BISINCHI	G	347	0,1003
BISINCHI	G	348	0,0363
BISINCHI	G	349	0,0418
BISINCHI	G	350	0,0353
BISINCHI	G	553	0,0234
BISINCHI	G	554	0,0378
BISINCHI	G	555	0,0276
BISINCHI	G	556	0,0251
BISINCHI	G	557	0,0476
BISINCHI	G	558	0,0239
BISINCHI	G	559	0,0709
BISINCHI	G	569	0,0421
BISINCHI	G	570	0,0953
BISINCHI	G	571	0,0343
BISINCHI	G	572	0,0246
BISINCHI	G	636	0,2314
BISINCHI	G	675	0,0296
BISINCHI	G	696	0,0540
BISINCHI	G	697	0,0408
BISINCHI	G	698	0,0501
BISINCHI	G	703	0,0321
BISINCHI	G	717	0,0256
BISINCHI	G	718	0,0716
BISINCHI	G	738	0,0309
BISINCHI	G	739	0,0281
BISINCHI	G	740	0,0284
BISINCHI	G	741	0,0265
BISINCHI	G	742	0,0200
BISINCHI	G	743	0,0265
BISINCHI	G	805	0,0311
BISINCHI	G	892	0,0655

BISINCHI	G	893	0,0411
BISINCHI	G	894	0,0476
BISINCHI	G	895	0,0288
BISINCHI	G	896	0,0306
BISINCHI	G	897	0,0266
BISINCHI	G	898	0,0431
BISINCHI	G	899	0,0511
BISINCHI	G	900	0,0294
BISINCHI	G	901	0,1855
BISINCHI	G	902	0,0301
BISINCHI	G	903	0,0335
BISINCHI	G	904	0,0978
BISINCHI	G	905	0,0296
BISINCHI	G	906	0,0227
BISINCHI	G	907	0,0389
BISINCHI	G	908	0,0436
BISINCHI	G	973	0,0274
BISINCHI	G	974	0,0221
BISINCHI	G	975	0,0204
BISINCHI	G	976	0,1309
BISINCHI	G	977	0,0216
BISINCHI	G	1005	0,0113
BISINCHI	G	1011	0,0028
BISINCHI	G	1027	0,0351
BISINCHI	G	1028	0,0105
BISINCHI	G	1029	0,0152
BISINCHI	G	1030	0,0276
BISINCHI	G	1116	0,3200
BISINCHI	G	1117	0,6684
BISINCHI	G	1157	0,0094
BISINCHI	G	1158	0,0035
BISINCHI	G	1160	0,7418
BISINCHI	G	1166	0,1963
BISINCHI	G	1167	0,0180
BISINCHI	G	1174	0,2704
BISINCHI	G	1175	0,0300
BISINCHI	G	1193	0,0823
BISINCHI	G	1194	0,0120
BISINCHI	G	1199	0,1173
BISINCHI	G	1226	0,0170
BISINCHI	G	1238	0,0880
BISINCHI	G	1256	0,0116
BISINCHI	G	1257	0,0300

BISINCHI	G	1258	0,0520		
BISINCHI	G	1261	0,0120		
BISINCHI	G	1263	0,0040		
BISINCHI	G	1273	0,0024		
BISINCHI	G	1276	0,0200		
		<b>TOTAL :</b>	<b>60,0244</b>	<b>60,0244</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:40:00  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-021

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à  
Monsieur RUTALI Alexis

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur RUTALI Alexis*





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée à Monsieur RUTALI Alexis.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 19 juillet 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par Monsieur RUTALI Alexis domicilié sur la commune de Borgo concernant la création d'une exploitation d'élevage équin en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 48 ha 50 a 56 ca situés sur les communes de Biguglia, Borgo, Rutali ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur RUTALI Alexis demeurant à Borgo est autorisé à exploiter 48 ha 50 a 56 ca situés sur les communes de Biguglia, Borgo, Rutali dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
BIGUGLIA	D	48	1,4853	48,5056	Association pour la sauvegarde de la Chapelle Santa Catalina d'Ortale
BIGUGLIA	D	89	1,7200		
BIGUGLIA	D	90	1,1240		
BIGUGLIA	D	168	0,6600		
BIGUGLIA	D	176	0,6876		
BIGUGLIA	D	177	0,6850		
BIGUGLIA	D	181	0,3243		
BIGUGLIA	D	182	11,0837		
BIGUGLIA	D	183	0,7833		
BIGUGLIA	D	184	2,4525		
BIGUGLIA	D	185	1,0170		
BIGUGLIA	D	189	4,3880		
BIGUGLIA	D	1320	2,7483		
BORGO	E	60	5,7470		
BORGO	E	279	2,1216		
RUTALI	A	400	11,4780		
		<b>TOTAL :</b>	<b>48,5056</b>	<b>48,5056</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:38:44  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-018

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée au  
GAEC A VERDIOLA

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée au GAEC A VERDIOLA*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée au GAEC A VERDIOLA.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 08 août 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par le GAEC A VERDIOLA domicilié sur la commune de Tralonca concernant la création d'une exploitation d'élevage ovin en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 205 ha 30 a 91 ca situés sur les communes de Corte, Tralonca ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le GAEC A VERDIOLA demeurant à Tralonca est autorisé à exploiter 205 ha 30 a 91 ca situés sur les communes de Corte, Tralonca dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
CORTE	B	<b>1119*</b>	29,4100	29,4100	Commune de Corte
CORTE	B	118	0,7620	0,7620	FERRACI François
TRALONCA	B	467	2,1735	9,6320	Commune de Tralonca
TRALONCA	D	97	3,8910		
TRALONCA	D	117	3,2545		
TRALONCA	D	190	0,2520		
TRALONCA	D	246	0,0610		
TRALONCA	B	305	0,1454	6,4849	BALDACCI Pierre / BALDACCI Marie Annonciade
TRALONCA	B	306	0,8720		
TRALONCA	B	308	0,9836		
TRALONCA	B	607	1,1575		
TRALONCA	C	44	0,5596		
TRALONCA	C	317	1,2910		
TRALONCA	D	354	0,0524		
TRALONCA	C	71	1,4234		
TRALONCA	A	79	2,8673		
TRALONCA	A	80	1,0180		
TRALONCA	A	81	0,2215	19,7398	DUPERRIER Jean Luc / DUPERRIER Marie Claude
TRALONCA	A	82	1,0800		
TRALONCA	A	121	1,9979		
TRALONCA	A	123	1,2502		
TRALONCA	A	124	0,1075		
TRALONCA	A	136	0,3276		
TRALONCA	A	137	0,0600		
TRALONCA	A	138	0,1435		
TRALONCA	A	239 LOT A2	0,1243		
TRALONCA	A	240 LOT A2	0,3786		
TRALONCA	A	252	0,3132		
TRALONCA	B	711	3,3542		
TRALONCA	B	714	2,2078		
TRALONCA	B	719	0,0717		
TRALONCA	D	83	3,4580		
TRALONCA	B	849	0,6719		
TRALONCA	B	851	0,0866		

TRALONCA	A	218	0,5448	7,1997	FIOCONI François
TRALONCA	A	219	2,6076		
TRALONCA	A	222	2,7791		
TRALONCA	B	364	1,2082		
TRALONCA	B	750	0,0600	45,9321	GUIDICELLI Jean / GUIDICELLI Pierre
TRALONCA	B	566	0,2615		
TRALONCA	B	568	0,2857		
TRALONCA	B	764	1,5801		
TRALONCA	B	765	0,5711		
TRALONCA	C	101	3,8772		
TRALONCA	C	102	1,1090		
TRALONCA	C	103	1,7838		
TRALONCA	C	104 LOT A3	0,1887		
TRALONCA	C	105	7,0078		
TRALONCA	C	112	0,9004		
TRALONCA	C	113	0,0770		
TRALONCA	C	119	0,4279		
TRALONCA	C	120	0,1747		
TRALONCA	C	188 LOT A1	0,8627		
TRALONCA	C	189	6,6362		
TRALONCA	C	190	1,9670		
TRALONCA	C	193 LOT A2	0,0103		
TRALONCA	C	194	0,2480		
TRALONCA	C	196	0,3170		
TRALONCA	D	120	0,7355		
TRALONCA	D	122	9,2795		
TRALONCA	D	123	2,0767		
TRALONCA	D	172	0,2633		
TRALONCA	D	173	1,5630		
TRALONCA	D	180 LOT A1	0,8996		
TRALONCA	D	182	0,5135		
TRALONCA	D	183 LOT A2	0,0305		
TRALONCA	D	184 LOT A2	0,0352		
TRALONCA	D	187	0,2681		
TRALONCA	D	192	0,4625		
TRALONCA	D	208	0,0347		
TRALONCA	D	211	0,1823		
TRALONCA	D	212	0,0995		
TRALONCA	D	213	0,0402		
TRALONCA	D	217	0,2451		

TRALONCA	D	218	0,0990		
TRALONCA	D	220	0,1064		
TRALONCA	D	239	0,2107		
TRALONCA	D	324	0,2922		
TRALONCA	D	247	0,2085		
TRALONCA	B	378 LOT A2	0,9440		
TRALONCA	A	184	1,1242		
TRALONCA	A	189	2,5351		
TRALONCA	B	23	0,0144		
TRALONCA	B	26	0,3073		
TRALONCA	B	177	0,0398		
TRALONCA	B	179	0,0087		
TRALONCA	B	239	0,0434		
TRALONCA	B	312	0,4800		
TRALONCA	B	352	0,9085		
TRALONCA	B	483	0,5960		
TRALONCA	B	647	2,0066		
TRALONCA	B	687	0,0794		
TRALONCA	C	16	0,6538		
TRALONCA	C	72	2,7076		
TRALONCA	C	73	0,6860		
TRALONCA	C	331	1,1200		
TRALONCA	D	310	0,0781		
TRALONCA	D	165	4,1746	4,1746	SIMONETTI Barthélémy Dominique
TRALONCA	A	175	2,2585		
TRALONCA	A	176	1,3572		
TRALONCA	A	178	6,4408		
TRALONCA	A	179	0,5887		
TRALONCA	A	245	0,8697		
TRALONCA	B	4	0,0103		
TRALONCA	B	39 LOT A2	0,0208		
TRALONCA	B	40	0,3877		
TRALONCA	B	197	0,0150		
TRALONCA	B	242	0,0304		
TRALONCA	B	360	0,4547		
TRALONCA	B	361	0,5820		
TRALONCA	B	362	0,5550		
TRALONCA	B	547	0,9695		
TRALONCA	B	725	0,2539		
TRALONCA	B	778	0,3701		
TRALONCA	C	49	1,3080		
TRALONCA	D	270	0,3102		
				16,7825	SIMONETTI Charles / SIMONETTI Arlette



TRALONCA	A	132	0,2695	10,1495	SIMONETTI Don Pierre / SIMONETTI Anne Marie
TRALONCA	A	163	0,0670		
TRALONCA	A	216	0,4275		
TRALONCA	A	223	0,3408		
TRALONCA	A	226	0,4712		
TRALONCA	A	237	0,0552		
TRALONCA	A	256 LOT A1	0,1445		
TRALONCA	B	168	0,0143		
TRALONCA	B	217	0,0078		
TRALONCA	B	254	0,2210		
TRALONCA	B	346	0,2276		
TRALONCA	B	526	3,1449		
TRALONCA	B	545	1,6436		
TRALONCA	B	546	0,0884		
TRALONCA	B	749	0,0021		
TRALONCA	B	755	0,2601		
TRALONCA	B	776	1,8947		
TRALONCA	B	840 LOT A3	0,1254		
TRALONCA	C	134 LOT A1	0,2786		
TRALONCA	C	135 LOT A1	0,0018		
TRALONCA	D	153	0,2823		
TRALONCA	D	185	0,0040		
TRALONCA	D	186	0,1415		
TRALONCA	D	234	0,0357		
TRALONCA	A	18	1,4868	4,7404	SIMONETTI Joseph Marie / SIMONETTI Camille
TRALONCA	B	216	0,0047		
TRALONCA	B	363	1,3190		
TRALONCA	C	32	0,9454		
TRALONCA	C	33	0,1010		
TRALONCA	C	34	0,8835		
TRALONCA	A	97	2,3114	14,8388	SIMONETTI Pierre Mathieu / MAESTRACCI Monique / SIMONETTI Paulette
TRALONCA	B	284	2,6562		
TRALONCA	B	287	0,3144		
TRALONCA	B	289	0,1865		
TRALONCA	B	315	0,8800		
TRALONCA	B	509	2,8279		
TRALONCA	B	721	0,2071		
TRALONCA	B	722	0,2342		
TRALONCA	B	846	0,7135		
TRALONCA	C	45	0,6060		
TRALONCA	C	187	2,5700		

TRALONCA	C	310	0,9600		
TRALONCA	D	267	0,1892		
TRALONCA	D	268	0,0386		
TRALONCA	D	269	0,0996		
TRALONCA	D	294	0,0442		
TRALONCA	B	277	0,3452		
TRALONCA	D	128	4,6670	5,2034	SIMONETTI Dominique
TRALONCA	D	129	0,0049		
TRALONCA	D	136	0,1863		
TRALONCA	B	443	0,3220		
TRALONCA	B	634	0,6984		
TRALONCA	B	806	0,3917	1,5374	SIMONETTI Dominique
TRALONCA	D	225	0,0292		
TRALONCA	D	333	0,0546		
TRALONCA	D	334	0,0415		
TRALONCA	A	52	0,6828		
TRALONCA	A	53	2,7449		
TRALONCA	A	54 LOT A2	1,4234		
TRALONCA	A	109	1,5665		
TRALONCA	A	192	4,2064		
TRALONCA	A	196	2,1934		
TRALONCA	A	254 LOT A2	0,3766		
TRALONCA	A	257 LOT A2	0,6341	14,3891	TROJANI Pascal
TRALONCA	B	608	0,0950		
TRALONCA	B	612	0,0030		
TRALONCA	B	613	0,0306		
TRALONCA	D	264	0,0601		
TRALONCA	D	265	0,2098		
TRALONCA	D	266	0,0811		
TRALONCA	D	279	0,0250		
TRALONCA	D	307	0,0564		
		<b>TOTAL :</b>	<b>205,3091</b>	<b>205,3091</b>	
<b>* La parcelle B 1119 sur la commune de Corte a une superficie totale de 88,2517 ha.</b>					

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:37:35  
+02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt

R20-2019-10-10-019

AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée au  
GAEC MORTA MAJO

*AP portant autorisation préalable d'exploiter accordée au GAEC MORTA MAJO*



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

**Arrêté n°  
portant autorisation préalable d'exploiter accordée au GAEC MORTA MAJO.**

*La préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques,*

**Vu** les articles L 312-1 et L 331-1 à L 331-12 et R 331-1 à R 331-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** la loi n°2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse ;

**Vu** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (LAAAF) et notamment son article 32 ;

**Vu** le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

**Vu** le décret du Président de la République du 27 avril 2018 portant nomination de Madame Josianne CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16-2044 du 19 octobre 2016 établissant le Schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-08-30-001 du 30 août 2019 portant délégation de signature à Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° R20-2019-09-16-002 du 16 septembre 2019 portant subdélégation de signature de Madame Sabine HOFFERER, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Corse ;

**Considérant** l'accusé réception en date du 10 juillet 2019 de la demande d'autorisation préalable d'exploiter formulée par le GAEC MORTA MAJO domicilié sur la commune de Patrimonio concernant la l'agrandissement d'une exploitation viticole de 05 ha 75 a en vue d'obtenir l'autorisation préalable d'exploiter 02 ha 14 a 83 ca situés sur la commune de Saint Florent ;

**Considérant** que la demande préalable d'exploiter est soumise à autorisation dans le cadre du contrôle des structures pour le motif suivant : surface supérieure au seuil (L.331-2-1° du code rural et de la pêche maritime et de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 16-2044 en date du 19 octobre 2016) ;

**Considérant** que la demande déposée n'est pas contraire aux orientations du schéma directeur régional des exploitations agricoles ;

**Considérant** la situation familiale et professionnelle du demandeur ;

**Considérant** qu'aucune demande concurrente n'a été déposée dans les délais ;

**Sur proposition** du directeur départemental des Territoires et de la Mer ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le GAEC MORTA MAJO demeurant à Patrimonio est autorisé à exploiter 02 ha 14 a 83 ca situés sur la commune de Saint Florent dont le détail figure ci-dessous.

COMMUNES	SECTIONS CADASTRE	N° CADASTRE	SURFACES	SURFACES PAR PROPRIETAIRES	PROPRIETAIRES IDENTIFIES
SAINT FLORENT	B	185	2,1483	2,1483	COLIN Max
		<b>TOTAL :</b>	<b>2,1483</b>	<b>2,1483</b>	

**ARTICLE 2** : Les parcelles citées ne peuvent être exploitées qu'après accord du propriétaire.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation d'exploiter deviendra caduque en application de l'article L 331.4 du code rural si le fond concerné par cette autorisation n'a pas été mis en exploitation avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification de ladite autorisation (si le bien est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur).

**ARTICLE 4** : Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir les autorisations relevant d'autres réglementations, notamment des codes de l'urbanisme, de l'environnement, de la forêt, de la santé publique, etc.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général pour les Affaires de Corse, le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Corse et affiché en mairie.

Pour la Préfète,



Catherine  
MARCELLIN  
2019.10.10  
19:42:44 +02'00'

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification par recours gracieux devant l'auteur de la décision ou par recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGPE 78 rue de Varenne, 75 349 Paris 07SP). Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Direction Territoriale de la protection Judiciaire de la  
Jeunesse de Corse

R20-2019-10-14-001

DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION  
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE CORSE - "arrêté  
portant tarification 2019 de l'établissement "foyer éducatif  
FALEP" à compter du 1er septembre 2019

**Arrêté n°**

**PORTANT TARIFICATION 2019 DE L'ETABLISSEMENT « FOYER EDUCATIF  
FALEP » A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2019**

**Le Préfet de Corse-du-Sud,**

**Le Président,**

- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le code civil et notamment ses articles 375 à 375-8 relatifs à l'assistance éducative ;
- Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;
- Vu le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté n° 90-015 en date du 15 janvier 1990 autorisant la création d'une maison d'enfants à caractère social dénommée « FALEP », sis 24 avenue Noël Franchini à Ajaccio et géré par l'association « Fédération des Associations Laïques et d'Education Permanente de Corse du Sud ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 03 mai 2012 renouvelant l'habilitation de la « FALEP », au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;
- Vu les propositions budgétaires relatives à l'exercice 2019 adressées par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement, modifiées suite à la procédure contradictoire,

Sur proposition du Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est et du Directeur Général des Services,



## ARRÊTENT

### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer éducatif « FALEP » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	97 000,00	1 051 396,61
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	696 941,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	257 455,61	
Déficit de la section d'exploitation reporté			0,00
TOTAL I II III + RAN			1 051 396,61
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 047 626,61	1 051 396,61
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 770,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
Excédent de la section d'exploitation reporté			76 306,25
TOTAL I II III + RAN			1 127 702,86

### Article 2 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, la tarification des prestations du foyer éducatif « Foyer éducatif FALEP » est fixée à 228,01 €.

### Article 3 :

La tarification des prestations de foyer éducatif « Foyer éducatif FALEP » est fixée à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 à 167,96 €.

### Article 4 :

Le tarif mentionné à l'article 3 seront reconduits en 2020 jusqu'à fixation des nouveaux tarifs.

### Article 5 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis Palais des juridictions 184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

### Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

### Article 7 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture et de la Collectivité de Corse.

### Article 8 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud, Monsieur le Directeur Interrégional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud-Est, Monsieur le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait le, 14/10/2019

Le Président,

La Préfète

Josiane CHEVALIER

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-007

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

(par ordre de mérite)

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER SESSION 2019**

**spécialité "Accueil, Maintenance et Logistique"**

**métier : Agent polyvalent / chauffeur**

**LISTE PRINCIPALE**

**1 candidat**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1628540	M	DENZIC		LOIC

**LISTE COMPLÉMENTAIRE**

**2 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1627880	M	VALLEE		JEAN-MARC
SGAP_MAR_1628280	M	CAYREY		PATRICK

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-008

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

(par ordre de mérite)

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER SESSION 2019**

**spécialité "Accueil, Maintenance et Logistique"**

**métier : Gestionnaire logistique**

**LISTE PRINCIPALE**

**2 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1628736	M	CARUSO		ANDRE
SGAP_MAR_1632143	M	COUTON		JULIEN

**LISTE COMPLÉMENTAIRE**

**4 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1627538	M	MARCOURT		FRANCK
SGAP_MAR_1630907	M	BATAILLE		PIERRE
SGAP_MAR_1630926	M	SANTIAGO		JEAN JOSEPH
SGAP_MAR_1630934	M	SPADOLA		LORENZO

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-009

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

(par ordre de mérite)

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER SESSION 2019**

**spécialité "Accueil, Maintenance et Logistique"**

**métier : Vaguemestre**

**LISTE PRINCIPALE**

**1 candidat**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1627597	M	HAMZA		KADER BEN ALI

**LISTE COMPLÉMENTAIRE**

**1 candidat**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1628165	Mlle	LOUISOR		ASTRID

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-010

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD  
SGAMI

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

*(par ordre de mérite)*

**RECRUTEMENT D'ADJOINT TECHNIQUE DE  
L'INTERIEUR ET DE L'OUTRE-MER  
AU TITRE DES EMPLOIS RÉSERVÉS  
SESSION 2019**

**spécialité "Accueil, Maintenance et Logistique"**

*option : Chauffeur*

**LISTE D'APTITUDE**

**1 candidat**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1628099	M	CALLE		DAVID

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-011

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD

ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD  
**SGAMI**

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

*(par ordre de mérite)*

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER SESSION 2019**

**spécialité "Hébergement et Restauration"**

**LISTE PRINCIPALE**

**6 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1628820	Mme	CERNA	FLORENS	CHRISTINE
SGAP_MAR_1628018	Mme	BERNARD		STEPHANIE
SGAP_MAR_1628494	Mme	DESCHAMPS		MARTINE
SGAP_MAR_1630931	Mme	JABRANE	GRAYSSI	AZIZA
SGAP_MAR_1627926	Mme	COMBRET	MARIANELLA	SABINE
SGAP_MAR_1628784	Mme	THOMAS		LAETITIA

**LISTE COMPLÉMENTAIRE**

**4 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1628155	Mlle	BLANC		ODILE
SGAP_MAR_1629154	M	HULIN		CHRISTOPHE
SGAP_MAR_1628779	M	LAUDET		LUDOVIC
SGAP_MAR_1629396	Mlle	DJEBALLAH		OUARDA

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-012

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD  
SGAMI

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

(par ordre de mérite)

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE DU PACTE  
D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER SESSION 2019**

**spécialité "Accueil, Maintenance et Logistique"**

**LISTE D'APTITUDE**

**2 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
SGAP_MAR_1632242	Mme	CHRAA		LAILA
SGAP_MAR_1632241	Mme	AALAMI	CHARHI	HAFIDA

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-013

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

(par ordre de mérite)

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE DU PACTE  
D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER SESSION 2019**

**spécialité "Hébergement et Restauration"**

**0 candidat**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
NÉANT				

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-014

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE IOM 2019





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD  
SGAMI

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

*(par ordre de mérite)*

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE L'INTÉRIEUR ET DE L'OUTRE-MER  
AU TITRE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS  
SESSION 2019**

**spécialité "Accueil, Maintenance et Logistique"**

**LISTE D'APTITUDE**

**0 candidat**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
NÉANT				

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-004

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE PN 2019



PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

(par ordre de mérite)

**RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'ADJOINT TECHNIQUE  
DE LA POLICE NATIONALE - SESSION 2019**

**spécialité "Hébergement et Restauration"**

**LISTE PRINCIPALE**

**8 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
MARS_1628332	M	CHRISTEL		TIMOTHE
MARS_1628630	Mme	LEQUIME	STENTELAIRE	KARINE
MARS_1629245	M	MAJOLET		MATHIEU
MARS_1627573	M	ZIELINSKI		EWAN
MARS_1628910	M	PULE		NICOLAS
MARS_1628336	Mme	LAPINSONNIERE		GRAZIELLA
MARS_1629267	M	DEBONO		GUILLAUME
MARS_1630915	Mme	DESCHAMPS		EMMANUELLE

**LISTE COMPLEMENTAIRE**

**10 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
MARS_1629308	M	AJAGAMA		JEREMY
MARS_1631006	M	DECASTRO		THOMAS
MARS_1628631	Mme	MAGASSA		OUMOU
MARS_1628909	Mme	ETAHRAOUANE		IKRAME
MARS_1629310	Mme	CASANO		LOUISA
MARS_1628743	M	THOREL		FLORIAN
MARS_1629126	M	CAULIER		TREVOR
MARS_1629347	M	INDERCHIT		MIKE
MARS_1628671	Mme	BOUREGHDA		NICOLE
MARS_1629050	M	ROLANDO		CHRISTOPHE

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION

SGAMI SUD

R20-2019-10-15-005

ADMISSION ADJOINT TECHNIQUE PN 2019



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD



ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD  
**SGAMI**

**SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SUD**

**LISTE DES CANDIDATS ADMIS**

*(par ordre de mérite)*

**RECRUTEMENT PAR LA VOIE DU PACTE  
D'ADJOINT TECHNIQUE DE LA POLICE NATIONALE  
SESSION 2019**

**spécialité "Hébergement et Restauration"**

**LISTE D'APTITUDE**

**2 candidats**

N°Candidat	Civilité	Nom	Nom Marital	Prénom
MARS_1632305	Mme	RAKOTOSON		RAYMONDE
MARS_1632304	Mme	RIVIERE	ALBERTI	ODILE

Fait à Marseille, le 15 octobre 2019

Le chef du Bureau du Recrutement

Eric VOTION